

Travaux de la Chambre

Je veux maintenant passer à autre chose.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Grenville-Carleton): Les députés d'en face ne se réjouiront peut-être pas tant quand ils sauront de quoi il s'agit: les répersussions de ce bill. Je veux saluer le ministre du Revenu national (M. Basford). Il a le bras en écharpe et, s'il continue, il aura aussi le cou en écharpe. S'il veut intervenir dans ce débat, il devrait retourner à son fauteuil et je serai alors heureux de l'entendre. Je veux entendre sa défense.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Où étiez-vous quand il avait besoin de vous?

M. Baker (Grenville-Carleton): Je n'ai pu empêcher le ministre de se taper dans le dos si fort qu'il s'est disloqué le coude.

Je veux passer à autre chose, les répercussions de ce bill sur un des problèmes qui ont rendu la vie dure aux Canadiens, aux travailleurs canadiens, aux fonctionnaires, aux citoyens âgés, et tous ceux qui se sont retrouvés dans la population active et ont reçu le coup de fouet de l'inflation. Le gouvernement a admis le coût de l'inflation. Il a admis qu'il n'y peut rien, ou du moins, c'est ce qu'il prétend. Mais que fait-il pour donner suite à toute cette rhétorique dans laquelle il prétend sympathiser avec ceux qui en souffrent? Il impose ce genre d'impôt aux Canadiens, impôt qui n'aura d'autre résultat que de hausser le coût de la vie du Canadien moyen.

A un moment donné, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'il materait l'inflation. Mais il s'est retiré de l'arène. Puis, voilà qu'un jour le ministre des Finances déclare à la Chambre qu'il ralentirait l'inflation par degrés: au contraire, il l'a fait monter par degrés. La seule personne capable de mater l'inflation, c'est le chef du parti libéral de l'Ontario, et c'est du ministre des Finances que dépend, ultimement, le sort de ce pauvre homme. Monsieur l'Orateur, permettez-moi de signaler qu'il est 10 heures.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Baldwin: Compte tenu de la situation délicate qui entoure ce bill, le leader du gouvernement à la Chambre nous dirait-il ce qu'il compte faire demain?

Une voix: Retirer le bill?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, la présidence a suggéré que les leaders à la Chambre se consultent; ils l'ont déjà fait sans toutefois, jusqu'ici s'entendre sur une procédure. Malgré tout, je propose aux leaders de l'opposition à la Chambre deux possibilités: la première, qui nécessiterait le consentement unanime, permettrait de modifier la motion de voies et moyens pour la faire correspondre au bill: la seconde ordonnerait au comité plénier de modifier le bill lorsqu'il atteindra l'étape du comité. On pourrait suivre l'une ou l'autre de ces procédures. Je crois savoir que M. l'Orateur aura quelque chose à dire là-dessus à 3 heures, comme il nous l'a promis aujourd'hui. Si possible,

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

nous comptons poursuivre l'étude du bill. Il est extrêmement urgent de faire parvenir les remboursements: l'opposition le comprend, j'espère.

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: Si l'opposition est satisfaite de retarder indéfiniment l'envoi de ces remboursements, elle en assumera la responsabilité.

M. Baldwin: Le leader du gouvernement à la Chambre pourrait méditer toute la nuit sur la troisième possibilité: le retrait du bill.

● (2200)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LA POSITION DES ÉTATS-UNIS
QUANT AU PROGRAMME DU COMMONWEALTH POUR LE
RATTRAPAGE DES PAYS RICHES PAR LES PAYS PAUVRES

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, le débat sur la taxe d'accise de 10c. sur l'essence est important et très intéressant, comme nous l'avons vu, mais je voudrais aborder quelques instants un autre sujet qui devrait à mon avis retenir autant l'attention de la Chambre et qui, j'ose le dire, est encore plus important. Il s'agit des faits entourant l'annonce faite au Conseil mondial de l'alimentation, qui se réunissait il y a deux semaines, à Rome, qu'en dépit de tous les efforts accomplis pour permettre le rattrapage des pays riches par les pays pauvres dans le monde, 400 millions de personnes dans les pays en voie de développement souffriront encore de la famine dans les années à venir.

Le temps des grands discours sur le sujet du rattrapage des pays riches par les pays pauvres touche manifestement à sa fin, et c'est pourquoi j'ai demandé le 14 mai au premier ministre (M. Trudeau) d'indiquer de quelle façon le Canada allait appuyer la position adoptée par les chefs des pays du Commonwealth à la conférence de la Jamaïque en faveur d'un programme global et complémentaire de mesures pratiques devant permettre aux pays pauvres de rattraper les pays riches, et en particulier de mesures de réforme commerciale et monétaire. Le premier ministre avait répondu que le gouvernement canadien avait institué un comité interministériel d'experts occupés à élaborer un rapport qui servira probablement de fondement à une politique canadienne qui sera présentée à la septième séance spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU.

Le groupe d'experts constitué par les chefs des pays du Commonwealth se réunit actuellement à Ottawa, et la semaine dernière M. Ramphal, le nouveau secrétaire général du Commonwealth, dans une allocution réitérait le fait que le temps des grands discours sur le sujet est terminé. Il a une fois de plus insisté sur l'urgence pour la planète de trouver des moyens d'instituer un nouvel ordre économique, dont on discutera lors de la prochaine session spéciale.